

Façonnons ensemble une Europe des ouvertures professionnelles

Le prochain chancelier allemand devra mettre sa politique économique en cohérence avec la participation à une union monétaire et rouvrir la porte à de grands projets fédérateurs

Les Français ont la réputation d'être arrogants. Logiquement, ils n'hésitent pas à critiquer l'Allemagne pour sa politique économique et sa rigidité sur le respect des règles et des engagements. Ils ont parfois du mal à reconnaître la diversité des points de vue, eux qui, pourtant, sont si attachés aux terroirs.

Un peu d'humilité, donc. Commençons par exprimer notre admiration et notre gratitude à l'Allemagne, qui a sauvé l'honneur des citoyens européens en accueillant sur son sol un si grand nombre de réfugiés fuyant la guerre.

Ensuite, il faut reconnaître la cohérence du point de vue allemand sur la construction européenne, assise sur les principes solides qui nous irritent tant. L'Allemagne a son histoire. Elle ne badine pas avec le contrôle démocratique et le respect des institutions. C'est un pays fédéral relativement décentralisé qui a vécu sa propre crise grecque lorsqu'il s'est agi, dans les années 1990, de renflouer deux Länder en difficulté – Brême et la Sarre.

L'Allemagne est devenue le pilier de la zone euro. Sa chancelière en est devenue de facto le chef. Jusqu'à présent, les citoyens allemands n'ont pas payé plus que les Italiens ou les Français pour résoudre la crise européenne. Mais ils se voient en payeurs en dernier ressort d'une zone euro incapable de tenir ses finances publiques. Ils craignent pour leurs économies et vivent mal leur rôle de Père Fouettard. Ils ont l'impression que les multiples concessions qu'ils ont consenties depuis le début de la crise ne sont pas considérées à leur juste valeur. Ils se sentent trahis par leurs partenaires. Ils en veulent à la Banque centrale européenne de maintenir des taux d'intérêt si bas au nom de l'intérêt général.

Nombreux sont ceux, outre-Rhin, qui rêvent de rétablir l'esprit de Maastricht : pas de monétisation des dettes, pas de renflouement d'un Etat par les autres, respect des règles budgétaires, sanction des marchés pour les déviants. Que chacun respecte les règles et fasse le ménage chez soi et tout ira bien dans la maison commune.

Mais Maastricht n'a pas fonctionné. La crise a montré que la discipline budgétaire ne suffit pas, que les marchés ne savent pas anticiper les difficultés d'un Etat, que les banques doivent se préparer à toutes sortes d'événements et que les partenaires européens doivent se tenir prêts à toutes sortes de compromis. Non, la zone euro ne sera jamais une zone en pilotage automatique. Comme ailleurs dans le monde, il faut accepter des compromis, des solutions hybrides. C'est ce qu'ont fait les gouvernements depuis le début de la crise, sans toujours l'assumer et parfois un peu tard. C'est ce qu'ils doivent continuer à faire pour remettre le train sur ses rails.

point de friction toxique

Depuis des années, l'Allemagne et la France jouent à cache-cache sur le terrain des idées. Quand la France parle de solidarité, l'Allemagne répond responsabilité. Quand l'une dit politique budgétaire, l'autre répond réformes structurelles. La France privilégie la demande quand l'Allemagne s'en tient à l'offre. Mais pour re-trouver la croissance, il faut à la fois de l'offre et de la demande !

L'Allemagne et la France devraient choisir ensemble un manuel d'économie pour guider leurs discussions. Le point de friction le plus toxique est peut-être la notion de compétitivité. Les Allemands considèrent volontiers leurs excédents comme le résultat d'une très bonne compétitivité, elle-même le fruit non seulement de l'organisation de l'industrie allemande, mais aussi de la modération salariale observée pendant les années 2000.

Les Français quant à eux voient l'excédent allemand comme la manifestation d'une insuffisance de demande (et donc d'importations) en Allemagne, qui ne s'explique pas complètement par le vieillissement de la population. Ils s'in-terrogent aussi sur une stratégie consistant à abaisser les salaires partout dans la zone euro. La monnaie européenne étant flexible, elle aurait de grandes chances de s'apprécier. Les Européens n'auraient alors gagné aucune compétitivité – juste de la déflation et un alourdissement mécanique de leurs dettes. En bref, la -recette allemande ne peut être généralisée à toute la zone euro.

Sous l'étalon-or, un pays en déficit était obligé de réduire son train de vie sous peine de se trouver à court de métal précieux pour payer ses importations, alors qu'un pays en excédent ne subissait aucune contrainte. Pour corriger ce biais déflationniste, Keynes avait envisagé... de taxer les excédents extérieurs !

Si nous avons créé une grande monnaie unique, c'est pour échapper à la fois aux contraintes d'un régime de change fixe et à l'instabilité de monnaies flottantes. Encore faut-il ne pas reproduire les travers de l'étalon-or au sein même de la zone euro. Or le pacte de stabilité est asymétrique : il limite les déficits budgétaires, non les excédents. La procédure pour déséquilibre macroéconomique, mise en place après la crise pour surveiller notamment les déséquilibres extérieurs, aurait pu changer la donne. Mais elle s'est noyée dans un flot d'objectifs trop nombreux pour être pris au sérieux.

du souffle et de l'ambition

Si je pouvais demander quelque chose à l'Allemagne, ce serait de mettre ses politiques économiques en cohérence avec la participation à une union monétaire. C'est d'ailleurs dans son intérêt à long terme : l'Allemagne a intérêt à ce que la zone euro s'en sorte. Un excédent extérieur de 8 % du PIB signifie que 8 % du PIB allemand est épargné et investi à l'extérieur des frontières – donc dépensé dans d'autres pays. Tout irait bien si cet argent finançait des investissements dans la zone euro. C'est en partie le cas. Cependant, le fait que la zone euro soit excédentaire dans son ensemble signifie que l'Allemagne investit hors d'Europe une bonne part de son épargne. Ce n'est pas souhaitable tant que les autres pays européens n'ont pas achevé leurs ajustements budgétaires. Si tous les pays de la zone euro se mettent à épargner en même temps, il n'y aura plus personne pour remplir les carnets de commandes.

J'aimerais demander encore plus à l'Allemagne. J'aimerais que nos deux pays retrouvent du souffle et de l'ambition. Toutes les avancées depuis la crise étaient indispensables. Elles restent cependant techniques, parfois même technocratiques, peu visibles pour des citoyens dont beaucoup ont perdu confiance dans l'Europe.

J'aimerais que l'Allemagne et la France montrent leur unité au monde extérieur sur des sujets de souveraineté comme la régulation financière, la concurrence fiscale ou les mesures anti-dumping. L'Europe n'avait-elle pas promis de se comporter comme un grand pays ?

En interne, pour réconcilier les citoyens avec l'Europe et renouer avec la croissance, pourquoi ne pas façonner ensemble un projet ambitieux et concret, comme une Europe des opportunités professionnelles mettant l'accent sur les qualifications, le travail, la mobilité sociale et géographique, la protection des plus fragiles ? L'Europe a su, par le passé, se lancer dans de grands projets, avec des étapes, des critères de convergence, des incitations pour réformer. En assouplissant ses vues sur la solidarité, l'Allemagne rouvrirait en grand la porte à de nouveaux projets fédérateurs, avec à la clé une incitation aux réformes dont elle regrette très justement la timidité chez son partenaire français. En acceptant à cette occasion de se remettre en cause, la France renouerait un dialogue constructif avec une Allemagne qui ne demande au fond qu'à réenclencher le moteur franco-allemand.

par Agnès Benassy-Quéré

© Le Monde

Blablacar, concessionnaire nouvelle génération...

Nous avons besoin d'un France qui...